

Communautarismes, séparatisme islamiste : quels sens, quelles réalités ?



Le 18 février 2020, le président Emmanuel Macron a finalement pris la parole sur un sujet qui touche beaucoup une partie de la population française, à savoir la place de l’Islam dans la société française, et plus particulièrement le problème de l’Islam politique, que le président a désigné sous le nom de séparatisme islamiste. Cette prise de parole du président a eu lieu dans la ville de Mulhouse, dont les quartiers les plus sensibles peuvent être concernés par ce problème. Le président a déclaré faire tout son possible pour arrêter les financements étrangers de mosquées contrôlées par des imams radicalisés, eux aussi envoyés en France depuis l’étranger. Cependant, ce discours, que les Français attendaient depuis deux ans, a été vu par certains comme un autre « coup de com », juste avant les élections municipales... d’autres encore ont décelé des problèmes dans l’utilisation du mot « séparatisme », qui pourrait être mal compris ou utilisé de manière négative par une partie de la population.

Trois personnalités ont réagit à l’intervention présidentielle dans les tribunes du *Monde* entre le 18 et le 20 février 2020. Le sociologue Alain Policar, Mohammed Moussaoui, actuel président du Conseil Français du Culte Musulman et théologien, ainsi que l’islamologue Rachid Benzine ont des avis partagés sur ce nouveau « séparatisme » dont ils expriment les inconvénients.

Ainsi sur l’utilisation même du mot « séparatisme », seul le président du CFCM ne semble pas s’en offusqué. En effet, pour Rachid Benzine, ce vocabulaire très fort pourrait être réutilisé à des fins néfastes dans les quartiers sensibles, où certains habitants se sentent rejetés par la société, du fait des discriminations dont ils sont victimes et de l’influence grandissante des extrémistes religieux. Et cela n’est pas le seul défaut que l’islamologue trouve à cette appellation, il rappelle en effet qu’on utilisait déjà le mot séparatisme pour parler des indépendantistes corses et bretons, des mouvements qui n’ont rien à voir avec le problème dont parlait Emmanuel Macron. Le terme ne peut également pas être associé avec une autre facette de l’Islam politique, le groupe des Frères musulmans dont « *l’islam très politique ne se présente pas comme une rupture avec la société dominante, mais il est porteur d’une volonté*

de transformer cette société selon leurs vues. » Rien avoir avec le séparatisme, donc. Il conçoit cependant que le terme définisse parfaitement le mouvement salafiste wahhabite. Le sociologue Alain Policar, quant à lui, rappelle que le séparatisme qu'il préfère appeler communautarisme, n'est pas forcément quelque chose de négatif et pense que l'Etat cherche à attaquer directement l'Islam en utilisant le terme de « séparatisme ». Pour lui le fait d'appartenir à une communauté quelle qu'elle soit n'est pas un signe de radicalisation et n'empêche en aucun cas d'appartenir à une autre communauté. On ne peut donc pas parler de séparatisme islamique.

Les avis des trois hommes se rejoignent sur un point : le fait que les discriminations subies par la communauté musulmane font partie des nombreux facteurs qui peuvent conduire à une séparation entre cette communauté et la République Française.

Mohammed Massaoui rappelle ainsi que les musulmans sont les premières victimes de cette séparation, étant considérées selon lui comme « les responsables de toutes les fractures et de tous les maux de notre société ». Il dénonce ainsi les insinuations « de groupuscules et de pseudo-intellectuels » dont le racisme n'est plus à démontrer et qu'il désigne comme désirant qu'un tel séparatisme se produise entre les musulmans et les autres citoyens français. Ainsi les musulmans en ont assez d'être le centre de débat publique et attendent de l'Etat une victoire totale sur les séparatistes. Mais selon Alain Policar l'Etat n'a aucune envie d'aider les musulmans, qu'il combat sous couvert de combat contre l'Islam radical. Il dénonce aussi l'identitarisme républicain qui selon lui exclut la communauté musulmane de la communauté nationale. L'héritage colonial est pour lui la cause de ce rejet de l'Islam comme d'une partie de l'histoire de nos colonies. Ce rejet nous entraîne dans des débats « sans fondement » sur la compatibilité entre la religion musulmane et la République Française. Ainsi le sociologue propose de lutter contre le communautarisme par le combat des discriminations et de toute forme d'identitarisme et de « domination communautaire ». Mais semble peu confiant face au gouvernement actuel, qui n'aurait pas le courage de s'ouvrir à l'Islam...

Alain Policar n'est pas le seul à dénoncer l'inefficacité de l'Etat. Rachid Benzine dénonce aussi un manque de courage du gouvernement, mais pas pour les mêmes raisons que le sociologue. Selon monsieur Benzine, l'Etat n'ose pas s'attaquer au séparatisme de manière efficace. En effet, le président dénonce principalement les influences turque, marocaine et algérienne, et positionne la Turquie comme principale responsable sans mentionner une seule fois les influences saoudienne et qatarie, pourtant très forte sur l'Islam de France, notamment au niveau des financements. L'islamologue met également en évidence un autre problème, celui de la formation des imams de France, qui n'ont aucun moyen d'être formé dans leur pays. Et quand l'Etat réplique que ce problème sera réglé avec l'aide du CFCM, Rachid Benzine rappelle que même le conseil n'est pas à l'abri des influences étrangères. Selon lui c'est à l'Etat de transformer l'Islam en Islam « officiel », sous risque d'une séparation trop forte entre cette religion et les valeurs de la République.

Le président du CFCM rejoint le sociologue sur le problème que cause le manque d'infrastructures religieuses, qui entraîne la création de mosquées et d'écoles privées

indépendantes du contrôle du CFCM et participe ainsi au développement de la menace séparatiste. Il décrit aussi la reconquête par la République des quartiers laissés à l'abandon et au contrôle des trafiquants et des extrémistes comme une « nécessité absolue » pour le bien de toute la population. Mohammed Moussaoui conclut sa tribune par un appel à lutter contre le séparatisme au nom de tous les musulmans, pour le bien de la communauté nationale, rappelant encore une fois que la majorité des musulmans souhaite voir triompher les idéaux de la République. Parmi ces idéaux on peut noter celui que rappelle Alain Policar qui est le droit d'appartenir à une communauté ouverte.

Le remplacement du mot « communautarisme » par « séparatisme » a donc lui aussi suscité des débats parmi les intellectuels. Tous s'accordent cependant pour accuser les discriminations et les islamistes radicaux comme les causes principales de la fracture qui grandit entre la République et les populations musulmanes défavorisées. Cette précarité de situation étant une autre cause que l'Etat pourrait régler par la reconquête de ses « territoires perdus de la République ». Il faut également se mettre à la recherche de moyens efficaces pour le développement « officiel » de l'Islam de France et bien évidemment continuer la lutte contre les discriminations à l'encontre des populations musulmanes

Alban MIQUEL (1^{ère} 2), le 5 mai 2020